

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 07/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAEC GOURAUD

BELLEVUE

85600 La Boissière-de-Montaigu

Références : 23-2222 CC
Code AIOT : 0058500340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2023 dans l'établissement GAEC GOURAUD, implanté à BELLEVUE, 85600 La Boissière-de-Montaigu. L'inspection a été annoncée le 06/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC GOURAUD
- BELLEVUE 85600 La Boissière-de-Montaigu
- Code AIOT : 0058500340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est répertoriée par arrêté préfectoral d'autorisation n° 08-DRCTAAJE/1-560 du 20 octobre 2008 autorisant le GAEC GOURAUD à exploiter un élevage de 138 000 animaux équivalents volailles, 70 bovins à l'engraissement (D) et à fabriquer 5 tonnes par jour d'engrais organiques (D) à partir de fientes de volailles et par courrier préfectoral du 5 avril 2013 autorisant une augmentation de l'effectif à 150 000 animaux-équivalents volailles et la création d'un stockage fourrage de 1 200 m³.

Les fientes de l'exploitation sont séchées afin d'obtenir un produit normé NFU42001 à 80 % de matière sèche.

Le projet de 2022 concernant la construction d'un jardin d'hiver a été abandonné.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations électriques et techniques;
- Vérification des effectifs;
- Sécurité – incendie;
- Meilleures techniques disponibles (MTD);
- Gestion des effluents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

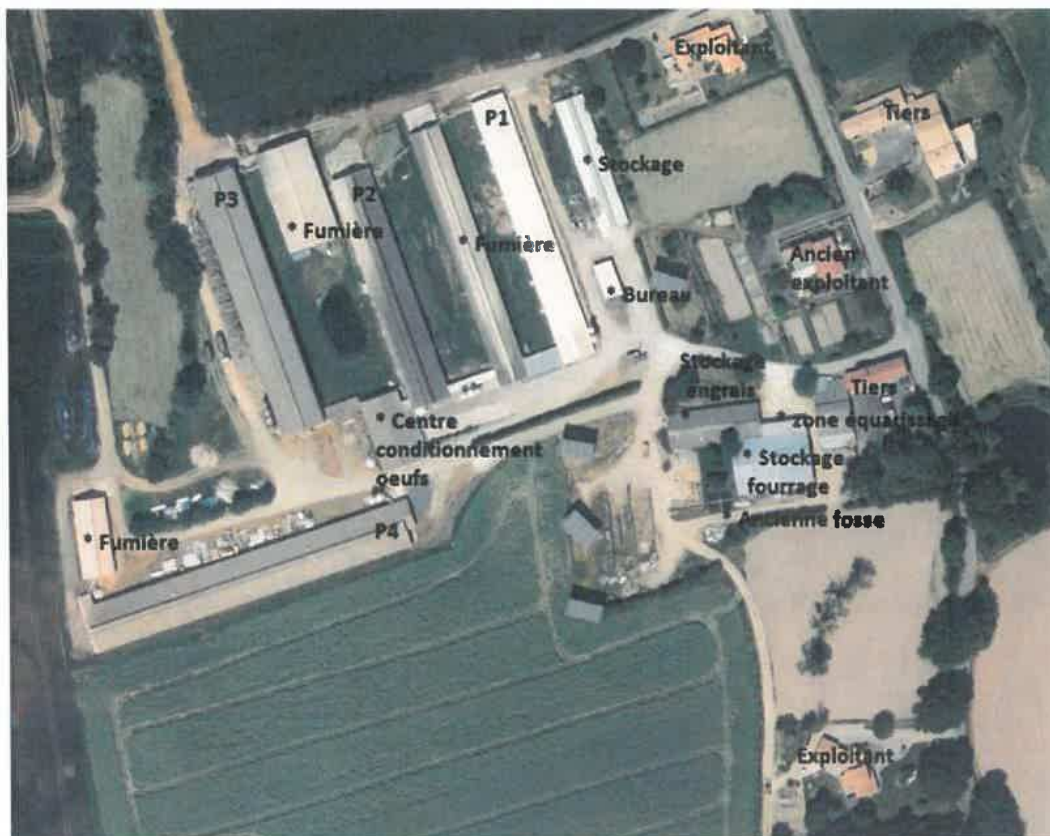
N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	/	Action corrective demandée (délai 3 mois)
16	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Action corrective demandée (délai 3 mois)
17	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Action corrective demandée (délai 3 mois)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Conforme
7	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	/	Conforme
26	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Conforme
28	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	/	Conforme
51	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Conforme
55	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Conforme

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les exploitants ont corrigé la plupart des non-conformités relevées lors du précédent contrôle. L'anomalie principale relevée le 6 novembre 2023 concerne la défense incendie de l'exploitation.



2-4) Fiches de constats

N° 2 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les quatre bâtiments d'élevage de poules pondeuses ont tous été réaménagés en volières.</p> <p>Le jour du contrôle les effectifs sont de 101 544 poules pondeuses. Ainsi, les effectifs relevés le jour du contrôle sont inférieurs à ceux autorisés (150 000 animaux-équivalents).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).

L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.

L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.

Constats :

L'exploitant a été informé des nouvelles dispositions de l'arrêté du 27 décembre 2013 (modifié par l'arrêté du 18 octobre 2022) applicables à compter du 1er janvier 2024 concernant la prévention des accidents et pollutions.

Le plan de l'installation devra recenser le lieu et les quantités maximales des matières combustibles et des matières dangereuses stockées au sein de l'exploitation.

L'interdiction d'apporter du feu devra être affichée en caractères apparents dans les parties de l'installation susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Non conforme :

Le plan des risques présent sur le site n'est pas complet (les extincteurs, les trackers, le stockage de paille ne sont pas localisés sur le plan).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : **action corrective demandée sous un délai de 3 mois**

N° 7 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Constats :

Non conformité résolue:

L'ammonitrate n'est plus stocké à proximité du stockage de fourrage. Le jour de la visite, le stockage de fourrage est limité à quelques bottes. Selon l'exploitant, le lin n'est plus utilisé par les associés et le stockage de fourrage est bien inférieur à celui autorisé (1 200 m³).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un panneau de circulation est présent à l'entrée du site avec les numéros de téléphone des associés.</p> <p>Les numéros d'appel d'urgence sont affichés dans le bureau.</p> <p>Aucune défense extérieure contre l'incendie (DECI) n'est répertoriée sur la base DECI85 au lieu-dit "Bellevue". Le SDIS de la Vendée devra être sollicité afin de valider l'ancienne fosse comme défense extérieure contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : action corrective demandée sous un délai de 3 mois

N° 17 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Conforme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Selon le registre des risques, les extincteurs sont contrôlés tous les ans depuis 2018. - Les installations électriques ont été contrôlées le 1 juin 2023 par la société DEKRA. La vérification est réalisée tous les ans puisque le GAEC emploie un salarié et un apprenti (le registre est complété une fois par an depuis 2019). - Les fiches de données de sécurité sont présentes sur l'exploitation. <p><u>Non conforme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La dernière vérification des six extincteurs a été réalisé par la société MULTIPROTECT le 2 septembre 2022. Le devis concernant la prochaine vérification des extincteurs n'a pas encore été validé par les associés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : action corrective demandée sous un délai de 3 mois

N° 26 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'associé, l'exploitation est alimentée en eau exclusivement par le réseau public. Ainsi, le forage n'est plus utilisé sur l'exploitation pour des raisons techniques (gestion difficile du PH de l'eau et pannes régulières des pompes).</p> <p><u>Pour rappel:</u> les exploitants doivent garantir le parfait isolement du forage, des inondations et de</p>

toute pollution des eaux superficielles même s'il n'est plus utilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Les fientes de volailles sont en partie séchées en bâtiments puis transférées par tapis convoyeur dans les trois fumières d'une surface totale de 2 380 m ² . Les fientes finissent de sécher dans les bâtiments de stockage afin d'aboutir à un produit normé NFU42001. Aucune anomalie n'a été constatée dans ces bâtiments de stockage d'effluents. La fosse à lisier n'est plus exploitée et est remplie d'eau. Toutefois, elle est grillagée et munie d'un panneau annonçant le danger de noyade. Elle doit être validée par le SDIS comme une réserve incendie. L'exploitation est équipée de fosses enterrées (au bout des bâtiments 4 et 3) afin d'y collecter les eaux résiduaires de tous les bâtiments d'élevage. Le plan des réseaux des effluents a été présenté à l'inspectrice .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 51 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : L'élevage est équipé d'un congélateur et d'un bac réfrigéré pour le stockage des cadavres de volailles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le GAEC GOURAUD s'est engagé dans son dossier de réexamen des conditions d'exploitation de son élevage IED à respecter les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) (lettre préfectorale du 15 novembre 2019):</p> <p>Les MTD suivantes sont conformes aux engagements du GAEC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MTD 5: un raclage et un nettoyage préalable à sec sont réalisés avant un nettoyage avec un laveur à haute pression; - MTD 7: les eaux résiduaires sont collectées dans des fosses enterrées; - MTD 8: * la ventilation est dynamique (bâtiments 1 et 2) et stato-dynamique (bâtiments 3 et 4); <ul style="list-style-type: none"> * les bâtiments ne sont pas chauffés; * l'éclairage est de type basse consommation; * 4 trackers photovoltaïques ont été installés pour l'auto-consommation électrique; * la chaleur générée par les poules est récupérée pour sécher les fientes par des turbines; - MTD 13: les effluents sont couverts pendant le stockage; - MTD 19: les fientes sont transférées par tapis répartiteur pour un produit normé NFU42001; - MTD 31: les effluents sont retirés des bâtiments avicoles par tapis 3 fois par semaine;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet